

Actualités : AHMED BENBITOUR, ANCIEN CHEF DU GOUVERNEMENT :
"24% de la richesse du pays ne sert à rien"

La politique économique menée actuellement hypothèque l'avenir du pays, selon l'ancien chef de gouvernement, le Dr Ahmed Benbitour. Celui-ci relève que 24% de la richesse nationale créée «dort et ne sert à rien». Pour l'universitaire et P-DG de l'Insim, le Dr Abdelhak Lamiri, il s'avère incontournable d'«investir dans les qualifications humaines», développer le management et ne pas financer uniquement les infrastructures mais l'intelligence.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A l'initiative de la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC) et du Syndicat national autonome de l'administration publique (Snapap), une conférence-débats a réuni, hier, l'ancien chef de gouvernement, Ahmed Benbitour, et l'universitaire et P-dg de l'Institut supérieur de management (Insim), le Dr Abdelhak Lamiri. Une conférence consacrée à la problématique du développement en Algérie, les deux conférenciers formulant une analyse critique de la politique économique actuelle. Considérant que «la politique économique menée actuellement hypothèque l'avenir du pays» et décriant «les insuffisances chroniques» en matière de gestion du patrimoine national, Ahmed Benbitour a estimé que l'Algérie «se dirige vers une trappe de misère permanente». Notre pays «s'appauvrit» en dépit des excédents générés par les hydrocarbures, une ressource non renouvelable, et dans un contexte de fluctuation du marché international. L'ancien chef de gouvernement relève ainsi la forte tendance à «imposer une forte austérité à la population» ainsi que la thésaurisation de la richesse produite. A ce propos, il a noté que «24% de la richesse créée dort et ne sert à rien», une thésaurisation qui n'est même pas mise au service du développement. En outre, il a indiqué que le flux net des investissements directs étrangers, enregistré dans la balance des paiements, était de 2,82 milliards de dollars en 2005-2006, mais qu'à contrario, les bénéficiaires rapatriés des entreprises associées à Sonatrach étaient alors de 10,03 milliards de dollars. Pour Ahmed Benbitour, il s'agit tant de changer de système qui «a atteint ses limites» que les hommes, investir dans le secteur productif, de mieux considérer l'encadrement, d'encourager les patriotes économiques,... Apportant son point de vue, l'universitaire Abdelhak Lamiri a également relevé les tares du «cercle vicieux» de la transition dans laquelle reste empêtrée l'Algérie dont «l'économie est de plus en plus fragile et de moins en moins compétitive » même si les indicateurs globaux sont au vert. Selon le P-dg de l'institut supérieur de management, notre pays est tenu à l'efficacité économique et doit favoriser le management efficient ainsi qu'une institution de conception stratégique. En ce sens, il a appelé à «investir dans les qualifications humaines, la formation et le développement humains», «mobiliser les meilleures intelligences» notamment celles expatriées car il ne s'agit pas de financer uniquement les infrastructures. Cet universitaire a ainsi recommandé une politique économique rigoureuse, une réorganisation économique, une modernisation institutionnelle, un développement décentralisé, ainsi qu'une planification technique couplée à la définition d'un projet de société, la réorientation des crédits bancaires vers le développement des petites et moyennes entreprises,...
C. B.

Source de cet article :

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2008/01/15/article.php?sid=63276&cid=2>

Benbitour soutient la revendication salariale

15 Janvier 2008 - Page : 7

Lu 70 fois

L'ancien chef de gouvernement justifie la révolte des fonctionnaires face à la baisse du pouvoir d'achat.

La part des ménages dans les recettes de l'Etat ne représente que 31,6% par an. Ce taux était de 43,8% en 2002 et 54,52% en 1995. L'ex-chef de gouvernement, Ahmed Benbitour, s'est basé hier sur ces chiffres pour expliquer la dégradation du niveau de vie des Algériens. «*Lorsque nous produisons 100DA, seulement 31,6DA reviennent à chaque ménage annuellement*», a-t-il précisé lors d'une rencontre-débat sur ce sujet, organisée par la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (Cfc) en partenariat avec le Snapap. M.Benbitour justifie ainsi la révolte des fonctionnaires vis-à-vis de la baisse du pouvoir d'achat et leur revendication quant à l'augmentation des salaires. Plusieurs indices légitiment en fait cette réaction. «*Nous épargnons 56% du PIB, nous avons un excédent commercial de 92,6 milliards de dollars dont 53,3 milliards en stocks*», précisera-t-il. «*Il y a une nette transformation de la distribution des revenus de l'Etat*», a souligné M.Benbitour. Pour sa part, le docteur Abdelhak Lamiri a avancé une baisse terrible du niveau de vie. Chiffres à l'appui: entre 1985 et 1995, le niveau a baissé de 59% alors que de 1998 jusqu'à aujourd'hui, il a baissé de 10%. «*Le pouvoir d'achat est actuellement beaucoup plus faible de ce qu'il était en 1985*», précisera-t-il. Dans une économie développée, a-t-il ajouté, plus de 60% de la richesse vont aux travailleurs. Concernant les salaires, chacun a présenté son analyse sur la question. Pour l'ex-chef de gouvernement, «*lier le Snmg au ratio alimentaire n'est qu'un indicateur*». L'économie algérienne, affirme-t-il, connaît des problèmes très importants de vulnérabilité, de volatilité et de dépendance. Selon lui, la question est de savoir comment profiter de ces opportunités pour dépasser cette vulnérabilité de l'économie. Benbitour pose trois questions: quelle politique des salaires en Algérie? Quelle politique de productivité en Algérie? Et quelle institution de concertation? Très didactique, M.Benbitour estime que l'économie algérienne vit une aisance financière avec une position étrangère des plus confortables. La question des salaires est une question de distribution des richesses, soutiendra-t-il. M.Lamiri indiquera de son côté que le Snmg a baissé de 30%. Il considère qu'il y a eu une érosion du pouvoir d'achat de 35 à 39% en raison de la flambée des prix. «*Il faut donc la compenser par l'augmentation des salaires*», a-t-il soutenu. Une augmentation qui devrait atteindre, selon M.Lamiri, 35%. Il soutiendra, néanmoins par la suite, que l'augmentation des salaires est liée à la productivité, mais elle est liée également à l'inflation. Argument: les Algériens produisent 1% de moins chaque année alors que chez nos voisins tunisiens, la productivité augmente de 1,5% durant la même période. Pour cet expert, il faut avoir des systèmes de simulation économique pour mieux mesurer les répercussions d'une hausse des salaires sur le niveau de vie, le PIB (produit intérieur brut), l'inflation et les autres paramètres économiques pour avoir une bonne politique salariale. Mais, regrette-t-il, «*l'Algérie ne dispose pas, aujourd'hui, d'une politique des salaires*». Il a souligné que les politiques salariales internationales prennent en considération plusieurs facteurs dont l'érosion du pouvoir d'achat, la productivité, la croissance économique. Or, en l'absence de ce genre de systèmes, on risque de cafouiller dans la conduite de la politique économique, considère-t-il. Dans une étude qu'il a effectuée sur le pouvoir d'achat, le Snapap de Malaoui fixe le Snmg à 33.000DA. Afin de sensibiliser les fonctionnaires sur la question, 50.000 copies de cette étude seront distribuées la semaine prochaine à la base.

Fatiha AMALOU

Mahmoud Anbari

CONFÉRENCE NATIONALE SUR L'ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE DES ALGÉRIENS «L'Algérie est organisée pour rester sous-développée»

Invités par le Snapap à donner leur point de vue sur la situation socioéconomique du pays, Ahmed Benbitour et Abdelhak Lamiri, économistes, ont disséqué la politique suivie depuis ces dernières années par les pouvoirs publics, laquelle, jugent-ils, mène l'Algérie vers une dangereuse impasse. «*L'avenir de l'Algérie est hypothéqué et nous nous dirigeons vers une trappe de misère permanente* », tel est le constat fait par l'ex-chef de gouvernement, Ahmed Benbitour, lors d'une rencontre organisée, hier, à Alger, par le Syndicat national

autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), conjointement avec la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (Ccfc), sur l'évolution du niveau de vie des Algériens. Une rencontre qui se veut une journée d'information et de formation pour les cadres syndicaux affiliés au SNAPAP qui préparent un mouvement de protestation à partir de la troisième semaine de ce mois. Pour Benbitour, c'est le moment de s'interroger sur l'avenir de notre pays. Ce dernier est exposé à de lourdes menaces, notamment la démographie, l'exportation des richesses humaines et naturelles ainsi que les capitaux, la vulnérabilité face aux risques naturels, la pénurie d'eau.... A cela s'ajoute le problème de l'austérité. En effet, l'Etat algérien, selon lui, impose une forte austérité à la population. Ainsi, explique-t-il, la part de consommation d'un ménage par rapport au PIB est de 31,6%. Ce chiffre a été de 43,8% en 2002. Dans un pays à revenu intermédiaire, ce chiffre est de 61%. S'agissant de nos avoirs en devises, l'ex-chef du gouvernement affirme que notre pays s'est appauvri de 92,6 milliards de dollars dont plus de 53 milliards sont considérés comme de l'argent stocké. Evoquant la question des salaires, le conférencier rappelle qu'au niveau global de l'économie, « les richesses créées doivent être distribuées entre le capital et le travail », précisant que « nous ne pouvons pas discuter, seulement, des salaires de la fonction publique mais aussi des moyens et des services publics à mettre en place ». L'ex-chef du gouvernement a plaidé pour le changement du système de gestion de l'économie nationale, et l'encouragement de l'investissement dans le secteur productif. Pour cela « il faut créer des réseaux de patriotes économiques et encourager ces cadres à devenir le vrai capital de développement du pays ». Autre invité de marque à la rencontre du SNAPAP, l'économiste Abdelhak Lamiri a estimé que « le problème qui se pose aujourd'hui en Algérie est un problème d'organisation et de gestion au niveau de toutes les institutions nationales », entre autres, l'université, l'école, l'hôpital, l'administration. Pour le P-DG de l'Insim, il y a aussi le problème de la qualification des ressources humaines qui se pose avec acuité. « Si on veut réussir la transition, il faut investir dans le capital humain et instaurer des politiques économiques rigoureuses en orientant des crédits aux PME et PMI », a-t-il déclaré. Ces politiques doivent se baser sur la modernisation du management des institutions et la transformation des bureaucrates en experts. De ce fait, même si les rentes pétrolières s'effondrent, l'Algérie restera un dragon économique avec une croissance à deux chiffres, soit 12%. Par ailleurs, il a déploré le fait que chaque ministère élabore sa propre stratégie, appelant à l'installation d'« un cerveau capable » de mettre une stratégie de développement pour l'Algérie. « Le pays qui échoue sa transition est un pays où chaque ministère a son plan. Au lieu d'avoir un cerveau, nous avons 50 cerveaux. Le résultat, ce sont plusieurs plans contradictoires », a-t-il expliqué. En guise de conclusion, Abdelhak Lamiri terminera son intervention par une boutade : « L'Algérie est superbement organisée pour demeurer un pays sous-développé ».

HAUT

Fatiha Arab

L'action frontale

Suite de la page Une

Aun moment où le front social s'embrase, avec des actions de protestation diverses, deux éminents économistes sont invités à s'exprimer, justement par un syndicat, le Snapap, au sujet du pouvoir d'achat. Le ton est sans complaisance, l'accent est mis sur la mauvaise gestion des affaires du pays et l'accusé est désigné : l'Etat, son système et ses hommes. Dans les interventions des conférenciers, il est question d'incompétence, voire de bricolage. « Le pays est sans politique salariale, sans stratégie cohérente. Les pays dits sous-développés le sont parce qu'ils sont mal gérés. L'Algérie est un pays superbement organisé pour demeurer sous-développé. On prend des décisions sur la base d'idées intuitives. Il existe un problème d'inertie. » C'est ce qu'a déclaré en substance Abdelhak Lamiri, président-directeur général de l'Institut international du management (INSIM), lors d'une rencontre organisée par le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique, axé sur la question salariale, hier à Alger. L'économiste a tenu à indiquer qu'il avait donné, quelques jours auparavant, une conférence similaire à l'Ecole nationale des ingénieurs et techniciens d'Algérie (ENITA), devant une assistance formée de futurs cadres de l'armée algérienne. Le P-DG de l'INSIM a souligné que « la gestion salariale qui est une gestion de projet de société, est une partie intégrante d'une stratégie globale » Et d'expliquer : « L'Etat peut acheter une paix sociale temporaire. L'Etat est capable de faire un rattrapage salarial de 60% ; mais une année après les prix vont augmenter de 60% ; c'est la loi économique la plus proche des lois de la physique. Il faut un fonds de régulation des prix et surtout augmenter la productivité. » Or, actuellement, note Abdelhak Lamiri, « on oriente mal les ressources : les banques accordent une grande partie des crédits aux importateurs au lieu de le faire en direction des activités stratégiques » ; « il est souhaitable, poursuit-il, d'orienter les crédits bancaires, le maximum de ressources, vers la PME /PMI ». Il a affirmé que « l'Algérie peut être facilement redressée » mais à condition d'opérer une « modernisation institutionnelle », laquelle « permettra l'amélioration du niveau de vie », car, a-t-il remarqué, « le politique pollue le technique » et de souligner, reprenant un adage japonais : « Le poisson pourrit par la tête ». De son côté, Ahmed Benbitour a constaté : « On impose une austérité très forte à la population. L'argent n'est ni consommé, ni investi. Nous n'avons pas dans la hiérarchie de l'Etat des gens capables de gérer la question des salaires. » « Nous sommes installés, a-t-il insisté, dans une trappe de transition permanente et nous sommes en train de nous diriger vers une trappe de misère permanente ! » « L'Algérie est un pays riche et vulnérable », a

noté Benbitour, parce qu'il existe une « insuffisance chronique dans la planification et la gestion des ressources ». Mettant en avant la « relation très étroite entre le système économique et le système politique » et le fait qu'il y ait « une grande différence entre régner sur un pays et gérer une nation », l'ancien Premier ministre a regretté que « des décisions (soient) prises dans un cercle autour du Chef par des gens qui agissent pour bénéficier de gratifications ». Avertissant que « l'avenir du pays (soit) en danger », Benbitour a lancé : « Le pouvoir est terrassé ! Le pouvoir est en voie de désagrégation. Le système a atteint ses limites. Maintenir un homme, c'est maintenir un système. Il faut changer d'homme(s) et de système ! » Voilà, donc, le débat, démarré de la question salariale et du pouvoir d'achat, passant par les éclairages économiques pour être placé sur un terrain éminemment politique. Nous avons là l'avant-goût des luttes multiformes dont sera le théâtre l'Algérie au cours des deux présentes années.

HAUT

**Actualités : AHMED BENBITOUR, ANCIEN CHEF DU GOUVERNEMENT :
"24% de la richesse du pays ne sert à rien"**

La politique économique menée actuellement hypothèque l'avenir du pays, selon l'ancien chef de gouvernement, le Dr Ahmed Benbitour. Celui-ci relève que 24% de la richesse nationale créée « dort et ne sert à rien ». Pour l'universitaire et P-DG de l'Insim, le Dr Abdelhak Lamiri, il s'avère incontournable d'« investir dans les qualifications humaines », développer le management et ne pas financer uniquement les infrastructures mais l'intelligence.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A l'initiative de la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC) et du Syndicat national autonome de l'administration publique (Snapap), une conférence-débats a réuni, hier, l'ancien chef de gouvernement, Ahmed Benbitour, et l'universitaire et P-dg de l'Institut supérieur de management (Insim), le Dr Abdelhak Lamiri. Une conférence consacrée à la problématique du développement en Algérie, les deux conférenciers formulant une analyse critique de la politique économique actuelle. Considérant que « la politique économique menée actuellement hypothèque l'avenir du pays » et décriant « les insuffisances chroniques » en matière de gestion du patrimoine national, Ahmed Benbitour a estimé que l'Algérie « se dirige vers une trappe de misère permanente ». Notre pays « s'appauvrit » en dépit des excédents générés par les hydrocarbures, une ressource non renouvelable, et dans un contexte de fluctuation du marché international. L'ancien chef de gouvernement relève ainsi la forte tendance à « imposer une forte austérité à la population » ainsi que la thésaurisation de la richesse produite. A ce propos, il a noté que « 24% de la richesse créée dort et ne sert à rien », une thésaurisation qui n'est même pas mise au service du développement. En outre, il a indiqué que le flux net des investissements directs étrangers, enregistré dans la balance des paiements, était de 2,82 milliards de dollars en 2005-2006, mais qu'à contrario, les bénéfices rapatriés des entreprises associées à Sonatrach étaient alors de 10,03 milliards de dollars. Pour Ahmed Benbitour, il s'agit tant de changer de système qui « a atteint ses limites » que les hommes, investir dans le secteur productif, de mieux considérer l'encadrement, d'encourager les patriotes économiques, ... Apportant son point de vue, l'universitaire Abdelhak Lamiri a également relevé les tares du « cercle vicieux » de la transition dans laquelle reste empêtrée l'Algérie dont « l'économie est de plus en plus fragile et de moins en moins compétitive » même si les indicateurs globaux sont au vert. Selon le P-dg de l'institut supérieur de management, notre pays est tenu à l'efficacité économique et doit favoriser le management efficient ainsi qu'une institution de conception stratégique. En ce sens, il a appelé à « investir dans les qualifications humaines, la formation et le développement humains », « mobiliser les meilleures intelligences » notamment celles expatriées car il ne s'agit pas de financer uniquement les infrastructures. Cet universitaire a ainsi recommandé une politique économique rigoureuse, une réorganisation économique, une modernisation institutionnelle, un développement décentralisé, ainsi qu'une planification technique couplée à la définition d'un projet de société, la réorientation des crédits bancaires vers le développement des petites et moyennes entreprises, ...

C. B.

Nombre de lectures : 1974

